

Le Directeur Général de l'Agence Française de Développement,
Vu le code monétaire et financier, et notamment son article R. 515-16 ;
Vu le décret du 15 avril 2026 portant nomination de M. Christophe LECOURTIER dans les fonctions de Directeur Général de l'Agence Française de Développement, publié au Journal Officiel de la République Française le 16 avril 2026 ;

DÉCIDE :

Délégation est donnée à Monsieur Tristan-Aurel MOULINE, Directeur Général Délégué de l'Agence Française de Développement (AFD), à l'effet de signer au nom du Directeur Général, les actes suivants, pour toutes opérations de financement et toute autre activité :

- a) Les autorisations d'engagements, dans le respect et les limites des pouvoirs délégués au Directeur Général par le Conseil d'administration, ci-après :
 - i. relatives aux concours suivants pour les Etats étrangers :
 - les prêts et garanties consentis dans la limite d'un montant de 25 millions d'euros ;
 - les subventions consenties dans la limite d'un montant de 5 millions d'euros.
 - ii. relatives aux concours suivants pour l'Outre-mer :
 - les prêts au secteur public et au secteur privé d'intérêt général consentis dans la limite d'un montant de 10 millions d'euros ;
 - les prêts au secteur privé consentis dans la limite d'un montant de 25 millions d'euros ;
 - les garanties consenties dans la limite d'un montant de 5 millions d'euros ;
 - les subventions consenties dans la limite d'un montant de 1,5 million d'euros.
 - iii. relatives aux conventions visées aux deuxième, quatrième et cinquième alinéas de l'article R. 515-13 du code monétaire et financier ainsi que celles relatives à la gestion par l'AFD de fonds publics ou privés dans le cadre d'opérations financées par les entités visées à l'article 10-II de la loi n°2021-1031 du 4 août 2021, lorsqu'elles portent sur la mise en œuvre des concours suivants :
 - dans les Etats étrangers, (i) les prêts et garanties pour un montant total inférieur ou égal à 25 millions d'euros, et (ii) les subventions pour un montant total inférieur ou égal à 5 millions d'euros ;
 - dans l'Outre-mer, (i) les prêts au secteur public et au secteur privé d'intérêt général pour un montant total inférieur ou égal à 10 millions d'euros, (ii) les prêts au secteur privé pour un montant total inférieur ou égal à 25 millions d'euros, (iii) les garanties pour un montant total inférieur ou égal à 5 millions d'euros et (iv) les subventions pour un montant total inférieur ou égal à 1,5 millions d'euros.
 - iv. relatives aux conventions avec l'Union européenne (UE) visées au deuxième alinéa de l'article R. 515-13 du code monétaire et financier et aux concours sur fonds délégués consentis pour leur mise en œuvre, dans les conditions fixées par le Conseil d'administration, au titre de toutes opérations financées au moyen des facilités de l'UE où les fonds délégués sont associés pour une partie de l'opération à un concours de l'AFD préalablement autorisé par ses organes statutaires ;
 - v. relatives aux prises et cessions de participations d'une valeur inférieure à 1 million d'euros (la valeur retenue sera la plus élevée de la valeur nominale et de la valeur effective de la transaction).
- b) Les autorisations d'engagements et tous actes relatifs aux sous-participations, en risques ou en trésorerie, avec PROPARCO dans les limites fixées par le Conseil d'administration ;
- c) Les autorisations d'engagement et tous actes relatifs aux concours aux contreparties du secteur privé dans les Etats étrangers, dans les limites de la délégation accordée au Directeur Général par le Conseil

d'administration pour leur financement par l'AFD ;

- d) Les autorisations d'engagements, adoptées en application des accords-cadres multi-tranches autorisés par le Conseil d'administration, relatives aux tranches ultérieures (prêts et/ou subventions) à la première tranche de financement octroyée en vertu d'un l'accord-cadre, dans la limite et le respect des pouvoirs délégués au Directeur Général par le Conseil d'administration ;
- e) Les actes relatifs à l'instruction, la contractualisation, l'exécution, aux appels de fonds ou d'échéance et au suivi d'un prêt, d'une garantie, d'une subvention, d'une prise ou d'une cession de participation ou de toute autre forme de concours financier qui relève de la compétence des organes statutaires de l'AFD ;
- f) Les actes relatifs à la conclusion et l'exécution de toutes conventions passées avec l'Etat, dont celles mentionnées à l'article R. 515-12 du code monétaire et financier ;
- g) Les actes relatifs à la modification et à la restructuration de tout concours financier ou convention qui relève de la compétence des organes statutaires de l'AFD et des pouvoirs délégués au Directeur Général par le Conseil d'administration ;
- h) En matière de gage, garanties, sûretés ou saisies, actions précontentieuses ou contentieuses, transactions, les actes ci-après :
 - i. tous actes relatifs à l'acceptation de tout gage ou garantie ou à la mainlevée de toute sûreté ou saisie immobilière ou mobilière, ou à la radiation partielle ou définitive de toutes inscriptions ;
 - ii. tous actes relatifs aux actions devant toutes juridictions, instances arbitrales ou organismes de règlement des différends, y compris déposer plainte ;
 - iii. tous actes dans toutes procédures de règlement collectif du passif ;
 - iv. les clauses compromissaires et conventions d'arbitrage ;
 - v. tous actes relatifs aux transactions sur les intérêts de l'AFD, lorsque l'enjeu financier est d'un montant inférieur ou égal à 1 million d'euros ;
 - vi. tous actes en vue du recouvrement amiable des créances.
- i) En matière de ressources humaines et de relations sociales, les actes, contrats et décisions ci-après :
 - i. les contrats de travail, les lettres d'affectations et tous documents relatifs à l'embauche des agents du cadre général ;
 - ii. les contrats de travail, les lettres d'affectations et tous documents relatifs à l'embauche des agents du cadre local ;
 - iii. les actes relatifs aux nominations décidées par le Directeur Général, dont notamment les notes d'instructions de nominations, y compris les notes précisant la prise de fonction et en arrêtant une date d'effet ;
 - iv. les avancements et promotions du personnel ;
 - v. les actes relatifs à l'exercice des procédures disciplinaires et les notifications de sanctions disciplinaires ;
 - vi. les actes relatifs aux ruptures du contrat de travail et les transactions éventuelles ;
 - vii. tous actes afférents aux instances représentatives du personnel, notamment : organisations syndicales de l'AFD, délégués du personnel du Siège, le Comité social et économique (CSE) du siège et de l'Outre-mer, le Comité social et économique central (CSEC), l'ensemble des Commissions issues des CSE et du CSEC, le Comité de groupe de l'AFD ;
 - viii. tous actes afférents à la signature des accords collectifs conclus avec les organisations syndicales représentatives de l'AFD ;
 - ix. les autorisations d'engagement et tous actes relatifs à la gestion des prêts au personnel conformément au protocole d'accord applicable à l'AFD.

- j) En matière financière, de créances, sommes dues, transactions financières et instruments financiers, les actes, contrats et décisions ci-après :
- i. les actes relatifs au règlement des sommes dues au personnel, aux organismes sociaux / fiscaux et aux divers fournisseurs ;
 - ii. les actes permettant de percevoir les sommes éventuellement dues à l'AFD (agents, organismes sociaux, fournisseurs divers), y compris le cas échéant au titre d'une subrogation ;
 - iii. dans le cadre défini par le Conseil d'administration, tous actes permettant de réaliser toutes transactions financières en toutes devises et sur tous marchés, réglementés ou non, en particulier :
 - les actes permettant de réaliser toutes opérations sur les instruments financiers ;
 - les actes permettant de réaliser tous emprunts et notamment les emprunts obligataires tant auprès des banques ou autres institutions de crédit que dans le cadre d'accords bancaires, d'obligations ou autres titres négociables et de consentir toutes stipulations d'intérêts.
 - iv. dans le cadre défini par le Conseil d'administration, les actes relatifs aux opérations de gestion de la trésorerie, à court et moyen terme, et aux opérations de couverture des risques de taux et de change par l'utilisation des instruments financiers appropriés ;
 - v. les actes relatifs aux appels de fonds ou d'échéance des instruments financiers ;
 - vi. les actes relatifs à l'ouverture et au fonctionnement de tous comptes dans tous les établissements de crédit ;
 - vii. les avis, mandats et autres documents de dépenses et de recettes dues par/à l'AFD ou pour lesquels l'AFD a reçu un mandat de gestion ;
 - viii. l'arrêt des comptes, la délivrance et le retrait de toutes quittances et décharges.
- k) En matière immobilière, d'achats et de prestations, les actes, contrats et décisions ci-après :
- i. tous actes relatifs aux baux immobiliers pris ou consentis par l'AFD ;
 - ii. les achats et les ventes d'immeubles d'une valeur inférieure ou égale à 3 millions d'euros ;
 - iii. les marchés, contrats et conventions d'achat, leurs avenants et marchés complémentaires, ainsi que les actes relatifs à la passation et l'exécution de ces marchés, contrats et conventions ;
 - iv. les correspondances, actes, contrats, marchés et toutes autres pièces relatifs aux prestations de services rendues par l'AFD.
- l) Les autres actes, contrats et décisions ci-après :
- i. toutes conventions d'établissement conclues entre l'AFD et les Etats étrangers ;
 - ii. tous actes relatifs à la création ou la suppression d'une agence ou d'une représentation qui relèvent de la compétence des organes statutaires de l'AFD ;
 - iii. les actes portant désignation des représentants de l'AFD dans les Conseils d'administration, les conseils de surveillance, les instances de gouvernance et les Assemblées Générales des personnes morales dans lesquelles l'AFD détient une participation, est adhérente ou participe ainsi qu'aux Assemblées Générales de copropriétaires ;
 - iv. les conventions de financement relatives aux concours accordés dans le cadre du FFEM ;
 - v. les lettres de commande et les marchés relatifs aux études générales et d'évaluation conformes aux décisions du Comité de pilotage du FFEM ;
 - vi. tous actes relevant des activités du coordinateur FISONG ;
 - vii. la certification des copies conformes à l'original ;
 - viii. tous actes relatifs à l'organisation de l'AFD, notamment toute modification des documents d'Attributions des Services de l'AFD ;
 - ix. les refus de communication des documents administratifs, des archives et des informations

relatives à l'environnement.

La présente décision entrera en vigueur le lendemain de sa publication sous forme électronique sur le site Internet de l'AFD.

La version en français de la présente délégation prévaut en cas de divergence d'interprétation ou de contradiction.

=====

The Chief Executive Officer of the French Development Agency (*Agence Française de Développement*),
Having regard to the French Monetary and Financial Code, and in particular Article R. 515-16 thereof,
Having regard to the Decree of 15 April 2026 appointing Mr Christophe LECOURTIER as Chief Executive Officer
of the French Development Agency, published in the Official Journal of the French Republic on 16 April 2026;

RESOLVED AS FOLLOWS:

Authority is hereby granted to Mr Tristan-Aurel MOULINE, Associate Chief Executive Officer of the French Development Agency (AFD), in order to sign, on behalf of the Chief Executive Officer, the following documents, for all funding operations and all other activities:

- a) The following authorisations to enter into commitments, in accordance with and within the limits of the powers delegated to the chief executive officer by the Board of Directors:
- i. relating to the following forms of assistance for foreign States:
 - loans and guarantees granted, up to a maximum amount of 25 million euros,
 - grants awarded up to a maximum amount of 5 million euros.
 - ii. relating to the following assistance for French Overseas Territories:
 - loans to the public sector and to the private sector in the public interest, granted up to a maximum amount of 10 million euros,
 - loans to the private sector, granted up to a maximum amount of 25 million euros,
 - guarantees granted up to a maximum amount of 5 million euros,
 - grants awarded up to a maximum amount of 1.5 million euros.
 - iii. relating to the agreements referred to in Article R. 515-13, paragraphs two, four and five of the French Monetary and Financial Code, as well as those relating to the management by the AFD of public or private funds in the context of operations funded by the entities referred to in Article 10-II of Law No 2021-1031 of 4 August 2021, where they concern the implementation of the following forms of assistance:
 - in foreign States, (i) loans and guarantees for a total amount not exceeding 25 million euros and (ii) grants for a total amount not exceeding 5 million euros,
 - in French overseas departments and territories, (i) loans to the public sector and the private sector in the public interest for a total amount not exceeding 10 million euros, (ii) loans to the private sector for a total amount not exceeding 25 million euros, (iii) guarantees for a total amount not exceeding 5 million euros, and (iv) grants for a total amount not exceeding 1.5 million euros.
 - iv. relating to the agreements with the European Union (EU) referred to in the second paragraph of Article R. 515-13 of the Monetary and Financial Code and to the assistance provided from delegated funds for the implementation of these agreements, under the conditions set by the Board of Directors, for all operations financed through EU facilities where, for a portion of the operation, the delegated funds are combined with AFD assistance previously authorised by its statutory bodies,
 - v. relating to the acquisition and disposal of equity holdings with a value of less than 1 million euros (the value used shall be the higher of the nominal value and the actual value of the transaction).
- b) Authorisations for commitments and all deeds relating to sub-participations, whether in risk or in cash, with PROPARGO, within the limits set by the Board of Directors,

Etablissement public – N° TVA intracommunautaire FR 80 775 665 599
RCS Paris B 775 665 599 – Siège : 5 rue Roland Barthes 75598 Paris cedex 12
Téléphone : 33(0)1 53 44 31 31 – fax : 33(0)1 44 87 99 39 – internet : www.afd.fr

Public entity – EU VAT No. FR 80 775 665 599
Paris Trade and Companies Register B 775 665 599 - Registered office: 5 rue Roland Barthes, 75598 Paris cedex 12
Tel.: 33(0)1 53 44 31 31 – fax: 33(0)1 44 87 99 39 – Website: www.afd.fr

- c) Commitment authorisations and all documents relating to assistance provided to private sector counterparties in foreign countries, within the limits of the delegation granted to the Chief Executive Officer by the Board of Directors for their funding by the AFD,
- d) Commitment authorisations, adopted pursuant to multi-tranche framework agreements authorised by the Board of Directors, relating to tranches (loans and/or grants) subsequent to the first tranche of funding granted under a framework agreement, within the limits of and in accordance with the powers delegated to the Chief Executive Officer by the Board of Directors,
- e) Documents relating to the appraisal, contract formation, execution, calls for funds or repayment, and monitoring of a loan, a guarantee, a grant, the acquisition or disposal of an equity investment, or any other form of financial assistance that falls within the remit of the AFD's statutory bodies,
- f) Documents relating to the conclusion and execution of any agreements entered into with the State, including those referred to in Article R. 515-12 of the French Monetary and Financial Code,
- g) Documents relating to the amendment and restructuring of any financial assistance or agreement that falls within the competence of the AFD's statutory bodies and the powers delegated to the Chief Executive Officer by the Board of Directors,
- h) With regard to pledges, guarantees, security interests or attachments, pre-litigation or litigation proceedings, or settlements, the following deeds:
 - i. any documents relating to the acceptance of any pledge or guarantee or to the release of any security interest or attachment on immovable or movable property, or to the partial or definitive cancellation of any registrations,
 - ii. all documents relating to proceedings before any court, arbitration body or dispute resolution body, including the filing of complaints,
 - iii. all documents relating to any collective debt settlement proceedings,
 - iv. arbitration clauses and arbitration agreements,
 - v. all documents relating to transactions involving the AFD's interests, where the financial value at stake is less than or equal to 1 million euros,
 - vi. all instruments relating to the amicable recovery of receivables.
- i) With regard to human resources and labour relations, the following documents, contracts and decisions:
 - i. employment contracts, letters of appointment and all documents relating to the recruitment of general staff,
 - ii. employment contracts, letters of appointment and all documents relating to the recruitment of local staff,
 - iii. documents relating to appointments decided by the Chief Executive Officer, including, in particular, appointment instruction notes, including notes specifying the commencement of duties and setting a start date,
 - iv. staff advancements and promotions,
 - v. documents relating to the conduct of disciplinary procedures and notifications of disciplinary sanctions,
 - vi. documents relating to the termination of employment contracts and any settlements,
 - vii. all documents relating to employee representative bodies, in particular: AFD trade union organisations, Head Office employee representatives, the Social and Economic Committee (CSE) for head office and Overseas Territories, the Central Social and Economic Committee (CSEC), all Committees established by the CSEs and the CSEC, and the AFD Group Works Council,
 - viii. all documents relating to the signing of collective bargaining agreements entered into with the AFD's representative trade union organisations,
 - ix. authorisations for commitments and all documents relating to the management of loans to employees, in accordance with the memorandum of understanding applicable to the AFD.

- j) With regard to financial matters, receivables, amounts due, financial transactions and financial instruments, the following documents, contracts and decisions:
- i. deeds relating to the payment of sums owed to employees, to social security / tax bodies and to various suppliers,
 - ii. documents enabling the collection of any sums owed to the AFD (agents, social security bodies, various suppliers), including, where applicable, by way of subrogation,
 - iii. within the framework defined by the Board of Directors, all documents enabling the execution of any financial transactions in any currency and on any market, whether regulated or not, and in particular:
 - documents enabling the execution of any transactions involving financial instruments,
 - documents enabling the taking out of any loans, in particular, debenture loans, whether from banks or other credit institutions or under banking agreements, bonds or other negotiable securities, and the entering into of any provisions regarding interest,
 - iv. within the framework defined by the Board of Directors, documents relating to short- and medium-term treasury management transactions and to transactions aimed at hedging interest rate and exchange rate risks through the use of appropriate financial instruments,
 - v. documents relating to calls for funds or the maturity of financial instruments,
 - vi. documents relating to the opening and operation of all accounts with all credit institutions,
 - vii. notices, mandates and other documents relating to expenses and receipts owed by/to the AFD or for which the AFD has received a management mandate,
 - viii. the closing of accounts, the issuance and withdrawal of all receipts and discharges.
- k) In matters relating to property, purchases and services, the following documents, contracts and decisions:
- i. all documents relating to property leases taken out or granted by the AFD,
 - ii. purchases and sales of buildings with a value of 3 million euros or less,
 - iii. procurement agreements, contracts and purchase agreements, any amendments thereto and supplementary agreements, as well as documents relating to the award and performance of these procurement agreements, contracts and purchase agreements,
 - iv. correspondence, documents, agreements, contracts and any other documents relating to the provision of services by the AFD.
- l) The following documents, contracts and decisions:
- i. all establishment agreements signed by and between the AFD and foreign States,
 - ii. all documents relating to the establishment or closure of an agency or representative office that fall within the remit of the AFD's statutory bodies,
 - iii. deeds appointing AFD representatives to the Boards of Directors, supervisory boards, governance bodies and General Meetings of legal entities in/of which the AFD holds a stake, is a member or participates, as well as to General Meetings of co-owners,
 - iv. funding agreements relating to assistance granted under the French Facility for Global Environment (FFEM),
 - v. order letters and contracts relating to general and evaluation studies, in accordance with the decisions of the FFEM Steering Committee,
 - vi. all documents relating to the activities of the NGO Sector Innovation Facility (FISONG) coordinator,
 - vii. the certification of true copies of originals,

- viii. all documents relating to the organisation of the AFD, in particular, any amendments to the AFD's Service Allocation documents,
- ix. refusals to disclose administrative documents, archives and information relating to the environment.

This decision will enter into force the day after its publication in electronic form on the AFD website.

The French version above of this delegation shall prevail in the event of any conflict of interpretation or contradiction.

Signé à Nairobi (Kenya), le 11 mai 2026 à 10 heures.
Signed in Nairobi (Kenya), on 11 May 2026 at 10.00 AM
En deux exemplaires originaux / In two original copies

**Le Directeur Général / The CEO
Christophe LECOURTIER**